



# **Approvisionnement courant en carburants aériens par train et caboteur**

## **Cahier des clauses particulières**

**Numéro de consultation : 2026-004-CSTA**

**Procédure de passation :** La présente consultation est passée sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

### **OFFRES :**

Date limite de réception des offres fixée au **19 mars 2026 à 16h00**

<b>1. PREAMBULE ET CONTEXTE .....</b>	<b>2</b>
1.1 Contexte .....	2
<b>2. OBJET ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>3</b>
2.1 Objet de l'accord-cadre .....	3
2.2 Forme du marché .....	3
2.3 Allotissement.....	3
<b>3. DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>3</b>
<b>4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>4</b>

<b>5. MODALITES DE SELECTION DANS L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>4</b>
<b>6. DESCRIPTION ET ENTENDUE DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>4</b>
<b>7. CONDITIONS D'EXECUTION .....</b>	<b>5</b>
7.1 Commandes et livraisons.....	5
7.2 Délais d'exécution.....	5
7.3 Constations de l'exécution des prestations.....	6
7.4 Pénalités.....	6
7.5 Opérations de vérification qualitative .....	7
7.6 Opérations de vérifications quantitative .....	8
7.7 Admission .....	8
<b>8. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX .....</b>	<b>8</b>
8.1 Conditions financières .....	8
8.2 Révisions de prix.....	9
8.3 Avance.....	9
8.4 Règlement et nantissement .....	9
8.5 Clause de réexamen générale.....	11
<b>9. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE .....</b>	<b>12</b>
<b>10. DISPOSITIONS DIVERSES .....</b>	<b>12</b>
10.1 Forme des notifications et des informations .....	12
10.2 Langue.....	12
10.3 Assurances .....	12
10.4 Autres obligations administratives .....	13
10.5 Résiliation de l'accord-cadre .....	13
10.6 Exécution aux frais et risques du titulaire.....	13
10.7 Litige et contentieux .....	13
10.8 Fiscalité des produits pétroliers.....	15
<b>11. ANNEXES .....</b>	<b>15</b>
<b>12. DEROGATIONS.....</b>	<b>15</b>

## 1. PREAMBULE ET CONTEXTE

### 1.1 Contexte

Les correspondances indiquées ci-après précisent l'emploi de certains termes dans le présent document :

**CCAG/FCS** : cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021 - Journal officiel de la république française du 1er avril 2021)

**CETSEO** : centre d'expertise technique du service d'énergie opérationnelle  
**DSEO** : direction du service de l'énergie opérationnelle  
**CLEO** : commandement de la logistique de l'énergie opérationnelle  
**ETSEO** : échelon territorial du service de l'énergie opérationnelle  
**CSTA** : **commandement du soutien technique et administratif**  
**SEO** : service de l'énergie opérationnelle

## 2. OBJET ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

### 2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet l'approvisionnement courant en carburants aériens, par train et caboteur, des établissements du service de l'énergie (SEO) et de ses clients en France métropolitaine.

Le présent accord-cadre est un marché de fournitures.

### 2.2 Forme du marché

Le présent marché prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande conclu avec des volumes estimatifs et maximaux contractuels avec plusieurs opérateurs économiques.

La présente procédure comporte deux lots multi-attributaires, sans remise en concurrence. Au sein de chaque lot, le SEO retient un attributaire par site en fonction des critères de sélection des offres défini en annexe au présent CCP.

### 2.3 Allotissement

Le présent marché est alloté par moyen de livraison afin de favoriser l'accès à la commande publique de l'ensemble des opérateurs spécialisés dans seulement une ou plusieurs prestations faisant l'objet du marché. Les lots sont répartis comme suit :

- Lot 1 : « F-35 – DDP train » *Livraison par wagons-réservoirs civils de carburéacteurs en régions Ile-de-France – Nouvelle-Aquitaine – Centre-Val de Loire*
- Lot 2 : « F-35 – DDP caboteur » *livraison par navire civil de carburéacteur en régions des Pays de la Loire et Corse*

## 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- l'acte d'engagement et ses annexes
- le cahier des clauses particulières (CCP 2026 – 004 - CSTA) et ses annexes
- le CCAG / FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- l'offre déposée par le titulaire

NOTA : Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne saurait s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi notamment des conditions d'achats, des conditions de vente figurant sur les factures, et des conditions énoncées dans les documents commerciaux. Cette liste n'est pas exhaustive.

#### 4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

La durée de l'accord-cadre est de trois (3) ans et prendra effet à compter de la date de notification au(x) titulaire(s).

A l'issue de cette période, l'accord-cadre peut être reconduit une fois de façon tacite pour une durée d'un (1) an sans que la durée totale de l'accord-cadre n'excède quatre (4) ans.

Les titulaires ne peuvent s'opposer à la reconduction prévue ci-dessus.

Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il en informe le titulaire expressément par écrit, au moins un (1) mois avant la date de reconduction.

#### 5. MODALITES DE SELECTION DANS L'ACCORD-CADRE

Les modalités relatives à l'examen des candidatures et des offres sont décrites dans le règlement de la consultation et les annexes au présent CCP.

#### 6. DESCRIPTION ET ENTENDUE DE L'ACCORD-CADRE

##### **Produit :**

Le carburant aérien à livrer est :

Le « carburéacteur pour turbomachines d'aviation, type kérosène », codifiée OTAN « F-35 », doit être conforme à la spécification DCSEA 134, à jour de ses derniers amendements. La spécification DCSEA 134 à jour de ses derniers amendements est annexée au présent CCP.

Toutes modifications de cette dernière qui interviendraient en cours d'exécution de l'accord – cadre seront systématiquement appliquées dans le mois qui suit la notification par l'acheteur de ces modifications.

Le titulaire fournit systématiquement un certificat de qualité attestant la conformité du produit ainsi que tous les éléments nécessaires à la traçabilité de ce dernier.

NOTA : Le carburéacteur fourni doit être produit à partir d'un procédé de fabrication tel que la distillation de composés hydrocarbonés issus des sources conventionnelles et suivie ou non d'une hydrogénation, d'un craquage ou d'un procédé d'adoucissement (Merox). Ce procédé doit être clairement décrit et respecté pour tous les lots de fabrication. **Les carburéacteurs contenant des composés synthétiques, bien que conformes à la spécification ASTM D7566, ne sont pas autorisés.**

##### **Quantités :**

Les quantités à approvisionner au titre de l'accord-cadre varient en fonction des lots et des sites concernés.

La quantité annuelle estimée pour le lot 1 est de 70 000 m<sup>3</sup>, avec une quantité maximum annuelle de 350 000 m<sup>3</sup>, et pour le lot 2 une quantité annuelle de 7 500 m<sup>3</sup> avec une quantité annuelle maximum de 35 000 m<sup>3</sup>.

Seules les quantités indiquées sur les bons de commande ont valeur contractuelle.

##### **Additivation :**

Des additifs fournis par le SEO, ou un autre fournisseur, peuvent être incorporés aux produits livrés sur demande expresse de l'acheteur. Les modalités de ces adjonctions sont précisées lors de la commande.

### **Fiche de données de sécurité :**

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire fournit la fiche de données de sécurité du produit livré, à jour, et conforme à la réglementation en vigueur en France. Sans contrepartie financière, il autorise le SEO à utiliser ce document pour établir sous son timbre la fiche de données de sécurité du produit. Le titulaire autorise également la diffusion de cette dernière par tout moyen à la convenance du SEO, y compris par son insertion dans la bibliothèque des fiches de données de sécurité du SEO distribuée sur support informatique.

### **Accès aux sites de livraison et protocoles de sécurité :**

Toute personne relevant du titulaire ou de son transporteur est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations. Une enquête administrative peut être diligentée auprès de la Direction de la protection des moyens et activités de la défense après contact auprès de l'officier de sécurité compétent du SEO. Le titulaire s'engage à informer son personnel qu'il est susceptible de faire l'objet d'une enquête administrative conformément aux dispositions de l'article R. 1332-22-1 du code de la Défense. Par ailleurs, le personnel devra se conformer aux exigences du règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par l'accord-cadre.

## **7. CONDITIONS D'EXECUTION**

### **7.1 Commandes et livraisons**

Les bons de commandes sont passées soit par le Commandement de la Logistique de l'Energie opérationnelle (CLEO), soit par les Échelons Territoriaux du Service de l'Energie Opérationnelle (ETSEO) et comportent obligatoirement les indications suivantes :

- les références du présent marché ;
- la référence du bon de commande ;
- le numéro de lot ;
- le lieu de fourniture par la société ;
- le carburant aérien livré ;
- le mode de livraison ;
- le statut douanier ;
- l'établissement du SEO (ou autre) à approvisionner ;
- la quantité commandée ;
- la date souhaitée de chargement et de déchargement.

Les conditions d'exécution relatives aux commandes et aux livraisons sont décrites par mode de transport aux annexes 2 et 3 du présent CCP.

### **7.2 Délais d'exécution**

Pour le lot 1 la livraison doit être achevée au plus tard le mercredi de la semaine demandée, concernant le lot 2 la livraison se fait au plus tard le dernier jour ouvré de la semaine demandée en fonction des conditions météorologique.

### **Prolongation du délai d'exécution**

Une prolongation de délai d'exécution peut être accordée, conformément à l'article 13.3 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG/FCS, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le CLEO ou par l'ETSEO qui a passé la commande, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant caractère de force majeure.

Il revient au titulaire d'informer respectivement le CLEO ou l'ETSEO, dans les plus brefs délais, de l'impossibilité de livrer le produit et d'en donner la cause. À cette fin, il formule une demande, transmise par tout moyen permettant de lui donner date certaine. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur, la durée de la prolongation demandée. Il est à noter que le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Le CLEO ou l'ETSEO le cas échéant notifie par écrit sa décision au titulaire.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

### **Sursis de livraison**

Conformément à l'article 21.5 du CCAG/FCS en référence, un sursis peut être accordé.

Par dérogation à l'article 21.5 du CCAG/FCS, un sursis de livraison peut être accordé par le CLEO ou par l'ETSEO qui a passé la commande lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai mentionnée ci-dessus, une cause qui n'est pas de son fait, met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (les formalités d'octroi sont les mêmes que celles formulées dans le paragraphe ci-avant). Il suspend alors pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard et, en tout état de cause, il ne modifie pas les conditions contractuelles initialement prévues.

Le CLEO, ou l'ETSEO le cas échéant notifie par écrit sa décision au titulaire.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel d'exécution éventuellement déjà prolongé.

## **7.3 Constatations de l'exécution des prestations**

Les livraisons sont effectuées en exécution des bons de commande émis ; chaque livraison donne lieu à l'établissement d'un bon de livraison. **Ce bon de livraison devra comporter obligatoirement le volume à température ambiante et le volume à 15° C.**

Le titulaire doit systématiquement produire un certificat de qualité concernant les produits délivrés. L'admission à l'issue des opérations de vérifications quantitatives et qualitatives de chaque fourniture de produit est prononcée conformément aux paragraphes 7.5 et 7.6 et comme indiqué dans les annexes 2 et 3 du présent CCP.

## **7.4 Pénalités**

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, tout retard de livraison ou de mise à disposition de commandes non admis au bénéfice des dispositions qui précèdent donne lieu à l'application de pénalités calculées en application des formules suivantes :

Quantité inférieure ou égale à 500 m<sup>3</sup> :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

Quantité supérieure à 500 m<sup>3</sup> :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

dans lesquelles :

P = le montant des pénalités en € HT,

V = la valeur de la prestation (quantité de produit réceptionnée multipliée par le prix unitaire en vigueur à la date contractuelle de livraison),

R = le nombre de jours calendaires de retard.

Toutes démarches ou frais inhérents à la déclaration d'importation auprès du bureau des Douanes de rattachement du dépôt destinataire livré sont à la charge du titulaire et devront être réalisées dans un délai n'excédant pas 48 heures après la fin du déchargement de la cargaison conformément au Bulletin officiel des Douanes.

Au-delà de ce délai les pénalités s'élèvent à 200€ par jour de retard.

## **7.5 Opérations de vérification qualitative**

Par dérogation aux articles 28.2 et 30.1 du CCAG/FCS, le délai imparti au SEO pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision est de 30 jours à compter de la date de livraison.

L'analyse des échantillons de contrôle et/ou témoins est effectuée par le Centre d'Expertise Technique du Service de l'Energie Opérationnelle (CETSEO) ou par tout autre laboratoire agréé par le SEO, suivant les méthodes d'essais indiquées dans la spécification de référence précisée à l'annexe 1 du CCP pour le produit.

Les normes à appliquer sont décrites dans la spécification de référence précisée à l'article 6 pour le produit.

Afin de s'assurer que la qualité du produit n'a pas changé lors des transferts, la masse volumique mesurée est comparée à la masse volumique indiquée sur le certificat de qualité de la raffinerie ou du dépôt de chargement. Si les deux valeurs (ramenées aux conditions standards) diffèrent de plus de 3kg/m<sup>3</sup>, une contamination a pu se produire. Dans cette hypothèse, une procédure de non-conformité du produit est entamée conformément à l'article cité ci-dessous.

Les opérations de vérification qualitatives spécifiques sont décrites par mode de transport aux annexes 2 et 3 du présent CCP.

### **Procédure en cas de non-conformité du produit**

En cas de constat de non-conformité du produit dans le délai de trente (30) jours prévu au paragraphe ci-dessus, l'autorité du SEO chargée de prononcer l'admission formule des réserves auprès du titulaire et lui notifie qu'il dispose d'un délai de 10 jours pour prendre contact par écrit avec l'entité du SEO émettrice du bon de commande en vue de régler le litige. Sous réserve que sa réponse parvienne dans le délai de dix (10) jours, le titulaire peut accepter les propositions du SEO, ou contester les résultats du CETSEO.

Dans ce dernier cas, une analyse contradictoire est effectuée sur un des deux échantillons témoins (avant déchargement) conservés par le SEO, dans un laboratoire neutre agréé par les parties.

Les résultats de cette analyse sont définitifs : s'ils concluent à la conformité, le produit est accepté. Dans le cas contraire, le SEO maintient sa décision de rejet du produit ou d'application de la réfaction proposée initialement.

Sans réponse du titulaire dans le délai de dix (10) jours, le SEO dispose alors de quinze (15) jours pour :

- si le produit est consommable, le classer techniquement acceptable et l'accepter moyennant une réfaction de prix dont elle fixe le montant ;
- si le produit n'est pas consommable, le remettre, ainsi que celui qu'il a pollué le cas échéant, à la disposition du titulaire, à charge pour ce dernier de les évacuer et de les remplacer à ses frais par un produit conforme dans un délai maximal d'un mois.

L'absence de décision du SEO dans ce délai de quinze (15) jours vaut décision de rejet.

## **7.6 Opérations de vérifications quantitative**

Pour les produits livrés en régime suspensif de droits et taxes ou en acquitté par le repreneur, la quantité de produit est le volume mesuré à 15°C.

Pour les produits livrés en acquitté, la quantité de produit est le volume mesuré à la température ambiante.

Les opérations de vérification quantitatives sont décrites par mode de transport aux annexes 2 et 3 du présent CCP.

## **7.7 Admission**

L'admission est prononcée à l'issue des opérations de vérifications qualitative et quantitative. Elle prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou, en l'absence de décision et de non-conformité entraînant la procédure d'analyse contradictoire indiquée supra, par dérogation aux articles 28.2 et 30.1 du C.C.A.G./F.C.S., dans un délai de trente (30) jours à compter de la livraison. Elle entraîne transfert de propriété au profit de l'État.

# **8. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX**

## **8.1 Conditions financières**

La monnaie de compte du présent accord-cadre est l'euro (€). Les prix définis sont des prix unitaires hors toutes taxes. Les prix sont fixés en annexes à l'acte d'engagement.



Le prix de facturation du carburant aérien est celui en vigueur à la date contractuelle de livraison du produit.

Les conditions financières sont décrites en annexe 2 et 3 au présent CCP.

## **8.2 Révisions de prix**

Les paramètres DIFF (différentiel) et F (frais liés aux manœuvres de prévention de la pollution à Solenzara) ainsi que les surestaries sont fermes pour toute la durée d'exécution de l'accordcadre. En conséquence, ils ne donnent pas lieu à révision. Le prix initial du produit est uniquement révisé sous l'effet des variations de ses paramètres constitutifs COT et DEV.

Le paramètre M varie en fonction de la masse volumique conventionnelle du produit, fixée par la chambre syndicale du raffinage français.

La révision de prix incombe au titulaire qui l'adresse ensuite au CSTA pour validation.

## **8.3 Avance**

Une avance est accordée au titulaire, sauf stipulation contraire de sa part mentionnée dans l'acte d'engagement. Conformément à l'article R.2191-3 à 10 du Code de la commande publique :

Une avance de 10% est accordée pour chaque bon de commande d'un montant valorisé à plus de 50.000€ HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Elle est payée sans formalité au titulaire dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification du bon de commande dont le montant excède 50 000 € H.T.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

## **8.4 Règlement et nantissement**

Chaque commande fait l'objet d'un règlement définitif qui s'effectue selon les règles de la comptabilité publique.

Décimales et arrondis

Le prix initial du produit (repéré P2) et le montant total de la facture transmise pour paiement, sont arrêtés à la deuxième décimale arrondie en fonction de la valeur de la troisième.

La deuxième décimale est arrondie en fonction de la valeur de la troisième décimale, c'est-à-dire que la deuxième décimale :

- passe à l'unité supérieure si la troisième est égale ou supérieure à 5 (arrondi par excès),
- est inchangée si elle est comprise entre 0 et 4 (arrondi par défaut).

## Factures

Les quantités à prendre en compte et à facturer sont celles dont l'admission après les opérations de vérifications qualitative et quantitative a été prononcée. Les factures, détaillées par lot font apparaître les quantités approvisionnées, exprimées en m<sup>3</sup> et le prix unitaire correspondant du produit.

Ce prix unitaire, issu du prix initial de l'annexe à l'accord-cadre, sera arrêté à la deuxième décimale.

Les factures sont établies dans les formes prévues à l'article D.2192-2 du code de la commande publique. Elles font apparaître :

- la date d'émission de la facture,
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture, - le numéro d'engagement juridique (fourni par l'Administration).
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture,
- le numéro du bon de commande,
- le n° SIRET de l'Etat (11000201100044) et le code d'identification du service en charge du paiement (AMMAGFA001),
- le numéro SIRET de la société,
- la date de chargement des fournitures,
- la date de livraison des fournitures,
- les lieux de chargement et de déchargement,
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés,
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations réalisées,
- le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement,
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires,
- le cas échéant, les frais éventuels de prévention de pollution à Solenzara,
- le cas échéant, les surestaries,
- le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement.

## Factures dématérialisées « Chorus Pro »

La transmission et la réception des factures se réalise sous forme électronique :

. Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :

- par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation,
- en utilisant des web services (en mode API - Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://choruspro.gouv.fr> aux fins de, soit :

- déposer ses factures sur le portail, - saisir directement ses factures.

Les modalités détaillées de mise en œuvre technique de la transmission des factures selon les modes « flux » et « portail » sont disponibles à l'adresse Internet suivante :

<https://chorus-factures.budget.gouv.fr>

### **Règlement**

Le règlement des comptes s'effectue par virement auprès du compte du titulaire.

Après réception de la facture, l'ordonnateur arrête le montant du paiement correspondant qui doit intervenir à compter de la date de réception de la facture par le service liquidation, dans un délai de 30 jours pour l'Etat, ses établissements publics autres que ceux ayant un caractère industriel et commercial.

Le point de départ de ce délai est, la date d'intégration de la facture dans le cœur CHORUS de la demande de paiement (DP).

Le retard de paiement dans les délais indiqués fait courir de plein droit et sans autres formalités au profit du titulaire de l'accord-cadre des intérêts moratoires calculés conformément à l'article L.2192-13 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Conformément à l'article R.2192-32 du code de la commande publique, les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus. De plus, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Si, du fait du titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de vérification ou à toutes les opérations nécessaires à la liquidation, la facture est rejetée.

### **Nantissement**

Le SEO est chargé de fournir au titulaire de l'accord-cadre, aux bénéficiaires de cession ou de nantissement de créance, les renseignements et états prévus à l'article R.2191-46 du code de la commande publique.

Le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché et donnant lieu à paiement direct.

## **8.5 Clause de réexamen générale**

En application de l'article R.2194-1 du CCP, le présent marché public pourra faire l'objet de modifications.

Les modifications devront faire l'objet d'un accord écrit entre les parties via notamment un avenant au présent accord-cadre.

Par ailleurs, les documents du marché pourront être modifiés par simple certificat administratif notamment dans les cas suivants :

- lorsqu'intervient un changement des points de contact, des coordonnées des interlocuteurs, de lieux d'exécution et de contrôle, cela s'applique de plein droit. lorsqu'intervient un
- changement de comptable assignataire et/ou d'imputation budgétaire.
- modifications concernant un changement de numéro d'engagement juridique
- changement de dénomination ou de SIRET d'un des titulaires.

## 9. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

En cas de liquidation judiciaire du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure du liquidateur dans les conditions prévues à l'article L.641-11-1 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le prestataire, à aucune indemnité.

## 10. DISPOSITIONS DIVERSES

### 10.1 Forme des notifications et des informations

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception. Les échanges se font :

- par messagerie électronique ;
- par la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE), sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

### 10.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française, à l'exception de la documentation des navires lors de la livraison. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre l'acheteur et le titulaire durant la phase d'exécution du marché s'effectuera exclusivement en français.

### 10.3 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances. Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à

des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers. Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre. Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

#### **10.4 Autres obligations administratives**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution du marché. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

#### **10.5 Résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies dans le CCAG / FCS.

Cependant, par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnité. D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements demandés dans le cadre de l'article R2143-3 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 du Code de la commande publique, le marché est résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

#### **10.6 Exécution aux frais et risques du titulaire**

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire prend à sa charge les frais et risques résultant de tout dommage occasionné par le produit jusqu'à sa livraison.

#### **10.7 Litige et contentieux**

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur peuvent recourir à la transaction afin de régler à l'amiable leur litige, conformément à l'article L.2197-5 du Code civil.

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le : - Tribunal Administratif de Nancy

5, place de la carrière

C.O. n° 20038

54036 Nancy Cedex

Tél. : 03 83 17 43 43, Télécopie : 03 83 17 43 50

Courriel : [greffe.ta-Nancy@juradm.fr](mailto:greffe.ta-Nancy@juradm.fr)

Site Internet : <http://nancy.tribunal-administratif.fr/>

En cas de différend, le pouvoir adjudicateur et les titulaires peuvent recourir :

- au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ; - ou au médiateur des entreprises ;

Conformément aux dispositions aux articles R.2197-1 à R.2197-5 et R.2197-23 à R.2197-25 du Code de la commande publique.

- Organes chargés des procédures de médiation

Le titulaire est invité à s'adresser au pouvoir adjudicateur pour toute question ou difficulté relative à l'exécution de l'accord-cadre. □ Comité consultatif compétent

Direction des affaires juridiques

Sous-direction de la commande publique

CCP Fourniture de carburants en stations-service, péage autoroutier, recharge électrique de véhicule 32/33

Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public/ 1C

Bâtiment Condorcet

6 rue Louise Weiss - Télédoc 353

75703 Paris Cedex 13

- Médiateur des entreprises du Ministère des armées Ce service a pour mission de faciliter :
  - . le traitement des difficultés rencontrées par les entreprises dans leurs relations avec les services du ministère des Armées ;
  - . le règlement à l'amiable des litiges en lien avec les services d'achats du ministère.

Le titulaire peut contacter ce service aux coordonnées suivantes :

courriel : [minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr](mailto:minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr) site

Internet : <https://www.achats.defense.gouv.fr/aide/mediation> par

téléphone : +33.9.88.68.19.25

Les coordonnées peuvent évoluer en cours de l'accord-cadre, le site Internet du Ministère des Armées accessible par le lien <https://www.achats.defense.gouv.fr/aide/mediation> délivre des informations plus complètes sur le rôle et les modalités de saisine.

- Médiateur des entreprises du Ministère de l'économie, des finances et de la relance

Bureau des développements Numériques  
SG-SIRCOM - Télédéc 536

75572 Paris Cedex 12

Sites Internet :

□ <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

□ <https://www.justice.fr/fiche/reglement-amiable-litiges-matiere-marches-publics>

## **10.8 Fiscalité des produits pétroliers**

Sur certains sites les livraisons s'effectuent en acquitté par le repreneur (facturation HT, mise à la consommation par le fournisseur au nom du SEO : nécessite d'être identifié comme entrepositaire agréé opérant pour le compte du SEO, de disposer d'une procuration en douanes du commandant du CLEO et d'une habilitation en Pro-douane correspondante).

En cas de difficultés rencontrées par les sociétés à effectuer les livraisons, en respectant cette procédure, il leur est possible néanmoins de livrer en acquitté. Toutefois, dans ce cas, la contribution professionnelle des stocks stratégiques pétroliers (CPSSP) ne sera pas refacturée au SEO.

## **11. ANNEXES**

Annexe 1 : Spécification DCSEA 134

Annexe 2 : Dispositions spécifiques à la livraison DDP de F-35 par wagons-réservoirs civils

Annexe 3 : Dispositions spécifiques à la livraison DDP de F-35 par navire civil

Annexe 4 : Arrêté inter préfectoral n° 008/2016 et son annexe

Annexe 5 : Conventions de dessertes du lot n° 1

## **12. DEROGATIONS**

Le présent CCP déroge au CCAG/FCS :

- en son article 7.2 en ce qui concerne l'autorité pouvant prendre la décision de prolonger ou de sursoir à l'exécution (articles 13.3.2 et 21.5 du CCAG/FCS),
- en son article 7.4 en ce qui concerne la formule de calcul des pénalités pour retard (article 14.1.1 du CCAG/FCS),
- en son article 7.5 en ce qui concerne les délais pour procéder aux opérations de vérifications du produit livré (articles 28.2 30.1 du CCAG/FCS),
- en son article 7.7 en ce qui concerne les délais d'admission du produit livré (articles 28.2 et 30.1 du CCAG/FCS),

- en son article 10.5 en ce qui concerne la résiliation de l'accord-cadre (article 42 du CCAG/FCS).